

LA SOCIÉTÉ MASSEY-FERGUSON

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, le secrétaire d'État s'est-il déjà mis en rapport avec Massey-Ferguson, qui est une multinationale, et dans l'affirmative, que lui a-t-il dit au sujet des salaires médiocres qu'elle verse dans un pays qui est déjà reconnu pour fort mal payer sa population noire?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je ne me suis pas mis en rapport avec Massey-Ferguson ou les autres entreprises, depuis que j'ai déposé mon rapport à la Chambre, hier. Ce que le gouvernement fait, et qui est nouveau, c'est de prendre des mesures tendant à ce que tous les renseignements pertinents soient rendus publics, afin que les députés, la population et les autres intéressés puissent agir. J'espère qu'ils le feront. Je souhaite que la situation change. Cependant, je le répète, si les choses ne bougent pas à la suite de cette initiative, d'autres solutions s'offrent au gouvernement.

* * *

● (1430)

LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES

LES FONDS AFFECTÉS À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. J'ai sous les yeux un document du gouvernement dans lequel le vice-président du Conseil national de recherches déclare que les fonds affectés à la recherche industrielle seront transférés au programme spatial pour être gérés comme une activité distincte de la recherche industrielle. Dans le document, le président suppléant du Conseil national de recherches confirme l'exactitude de cette information.

Étant donné ce témoignage, je demande au ministre de corriger l'impression qu'il a donnée à la Chambre au début de la semaine, de dire la vérité aux Canadiens et d'admettre que l'on a vraiment sabré dans le programme de recherche industrielle et qu'environ 2,000 petites entreprises canadiennes perdront l'aide financière essentielle à la recherche.

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, j'ignore quel document le député nous cite, mais permettez-moi de lui dire que le programme de recherche industrielle a pour but de préparer le terrain à l'expansion économique en créant des emplois orientés vers l'avenir. Tel est l'objet du programme spatial: créer 100,000 nouveaux emplois orientés vers l'avenir et 5 milliards de dollars de retombées industrielles pour les

Questions orales

entreprises privées et les petites entreprises. Voilà l'objet de ce programme.

Le député et son parti voudraient que nous renoncions au programme spatial. Il n'en n'est pas question.

LA POSITION DU MINISTRE

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, quand le ministre admettra-t-il que cette décision aura pour effet de réduire, pour environ 2,000 petites entreprises canadiennes, les fonds alloués à la recherche au cours des 5 prochaines années. Quand pourra-t-il dire la vérité à la Chambre sur cette question et donnera-t-il au Parlement et aux Canadiens des renseignements crédibles?

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, si le député préfère se fier à des oui-dire, je ne pourrai jamais le satisfaire. Je lui ai parlé de l'objet du programme et de la décision qui a été prise et, s'il préfère des renseignements moins solides que ceux que je lui fournis, je regrette, mais je ne peux rien pour lui.

* * *

LES SOINS MÉDICAUX

LA DÉCLARATION TÉLÉVISÉE D'UN MÉDECIN—DEMANDE D'ENQUÊTE

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, j'adresse ma question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le ministre va-t-il demander au Collège des médecins et des chirurgiens de l'Ontario de faire une enquête sur une déclaration faite par le docteur Shelley McLean à l'émission *The National* il y a deux jours? Elle a déclaré que pour un patient qui meurt maintenant, nous pouvons peut-être en empêcher une centaine de mourir dans cinq ans.

Des voix: C'est honteux!

M. Deans: Elle a fait cette remarque en réponse aux questions concernant la fermeture du service d'urgence de l'hôpital de Cornwall.

Une voix: C'est du chantage moral.

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, la question que le député soulève est très grave. Je sais qu'il n'ignore pas—je n'essaie pas de faire retomber la responsabilité d'un palier de gouvernement sur un autre—que l'Ontario est chargé d'assumer les soins médicaux dans sa province. J'ai appelé mon homologue ontarien, vers midi aujourd'hui. Il n'était pas là, mais j'ai parlé à un de ses collaborateurs et j'ai demandé une mise à jour pour savoir si, oui ou non, les services étaient assurés en Ontario et si la vie des gens n'était pas en danger.